

3ème et dernier CSAL du mois de juin !

Les points à l'ordre du jour de cette instance étaient :

- **Observatoire interne ;**
- **Point sur l'accueil ;**
- **Bilan RH ;**
- **Bilan Télétravail (TT) ;**
- **PAP-DUERP 2022 (plan annuel de prévention-document unique d'évaluation des risques psychosociaux) ;**
- **Projet de réhabilitation de la cité administrative : point d'étape.**
- **Questions diverses.**

Les points TT et PAP Duerp n'ont pas été examinés et reportés en septembre/octobre

En effet, au cours de l'après-midi, l'explosion sociale des jours précédents a perturbé la séance et a engendré de nombreuses interruptions de la part de nos Directrices. L'information de l'évacuation du site de Meaux, ainsi que les sites de Lagny, Roissy et de Savigny a été donnée lors du CSAL. La sécurité des agents et des sites a été évoquée.

Examen de l'ordre du jour :

1 –Observatoire interne :

Pour la Directrice, plusieurs éléments de contexte ont pesé et ont rendu globalement un aspect négatif notamment le NRP et la réforme des retraites.

A part cela, il faut y voir des éléments positifs : attractivité de la DGFIP notamment pour les jeunes, « belle maison » où les métiers ont du sens...Même le NET (nouvel espace de travail ou flex-office) est mis en avant !

Elle a reconnu toutefois que la campagne GMBI est difficile pour les agents dont elle a salué le professionnalisme. Cette campagne a généré un flux d'accueil et E-contacts. Un soutien a été apporté par des EDR et des vacataires.

Selon elle, c'est la contrepartie de la suppression de la taxe d'habitation ! Par ailleurs, la densité de l'accueil lors de la campagne IR/GMBI s'explique par les 5 jours fériés du mois de mai ! Moins de jours d'ouverture, plus de monde à l'accueil ! Ah oui, on y avait pas pensé !

La CGT lui a demandé de renoncer à la suppression des 39 emplois 2023 en contrepartie de la souffrance des agents. Impossible ! La Directrice ne peut rien faire !

La CGT 77 a aussi demandé la possibilité d'obtenir une journée spéciale en remerciement de l'investissement des agents (en particulier pour GMBI), réponse de la direction, ce n'est pas possible il faut voir directement avec vos responsables de service.

La CGT 77 est revenue sur plusieurs chiffres marquants de cet observatoire et significatifs du ressenti des agents :

« Ma direction évolue dans le bon sens : plus de 60% d'agents estiment que non ; la motivation diminue : 56% ; les agents sont peu optimistes sur leur avenir : 63% ; le stress lié au travail atteint 6,6 agents sur 10 avec pour raisons principales les charges liées au travail (52%) et les perspectives d'avenir (48%).

Nous avons aussi noté les 70% d'insatisfaits concernant la promotion interne et les 66 % d'insatisfaits concernant la rémunération.

La CGT 77 a demandé une plus grande communication de nos chefs de service envers leurs agents.

2 – Point sur l'accueil :

Il a été mis en exergue le professionnalisme, l'investissement des agents ainsi que les bons résultats en général (avec un taux de satisfaction des usagers de 93%) sauf ... pour l'accueil téléphonique ! Le taux de décroché en Ile-de-France, notamment en Seine-et-Marne est à améliorer selon les résultats chiffrés donnés lors de la séance !

Dans cette optique, la Direction envisage des groupes de travail avec les chefs de service des SIP en vue d'apporter des améliorations en la matière. Des cellules téléphoniques seront mises en place dans les SIP qui auront la possibilité de le faire (des agents « identifiés » pour un meilleur taux de décroché!). Enfin, la TOIP (téléphonie par internet) dont le déploiement se poursuit dans les services, permettra aux télétravailleurs dotés d'un téléphone portable, de rejoindre les groupements téléphoniques.

S'agissant de l'accueil physique, la Direction veut tendre à une harmonisation de l'organisation de l'accueil du public, avec la mise en place d'un accueil de premier niveau. Les demandes plus complexes seront envoyées par e-contact au service dit « experts ». Et pour soi-disant « accompagner les services », des formations relatives à l'accueil de 1^{er} niveau seront offertes aux agents France Service !

Les agents du SGC de Fontainebleau seront formés pour assurer l'accueil du public. Ils bénéficieront d'un tuilage par les agents du SIP Montereau travaillant à distance à l'accueil de proximité de Fontainebleau.

La Direction a mis à l'étude des rendez-vous en visio-conférence entre le SIP de Montereau et l'accueil de proximité de Fontainebleau

Mais elle n'apporte aucun effectif supplémentaire ! Ce que la CGT a fait remarquer. Ni à Fontainebleau ni ailleurs ! En outre, aucune perspective d'augmentation de la prime accueil versée aux agents assurant l'accueil du public ou la caisse !

Devant les remarques des OS (la sécurité lors des APRV par ex.), la Directrice a proposé la tenue d'un groupe de travail spécial Accueil en septembre

Quelques chiffres :

Par rapport à 2022, augmentation de l'accueil physique en 2023 +15,24 % et des E-contacts +51,05 %

3- Bilan RH :

La Ddfip 77 a présenté le bilan RH 2022 :

- 1290 emplois et un effectif réel de 1247 emplois ;
- une moyenne d'âge qui se situe entre 41 et 60 ans (âge moyen d'un agent ddfip 77 : 48 ans et 10 mois) ;
- un taux de féminisation important 68,65 % mais en baisse par rapport à 2021 ;
- un absentéisme en baisse sauf pour les absences pour maladie/maternité ;
- la mobilité externe en diminution depuis 3 ans certainement liée à la mutation au département ;
- augmentation de la mobilité interne mais due au NRP, le taux de satisfaction de la demande de mutation locale était satisfaisant ;
- 59 départs à la retraite (12 hommes, 47 femmes) ;
- l'équipe de renfort est composée de 28 agents 1 A 24 B et 3 C.

La Direction a indiqué être satisfaite du recrutement des apprentis et en a tiré un bilan positif (6 apprentis recrutés). En revanche, elle l'est moins au sujet du recrutement des jeunes volontaires Service Civique.

La CGT 77 lui a cependant rappelé que les apprentis ne doivent pas combler le déficit d'agents, ce qui est bien le cas dans le 77 !

- **Tableau de veille sociale :** des indicateurs en hausse concernant le nombre de périodes de congés maladie de courte durée inférieure ou égale à 5 jours (augmentation depuis 3 ans, + 16,12 % par rapport à 2021) ; mais baisse du nombre de jours d'arrêts maladie supérieur à 5 jours (avec toutefois une augmentation en 2022 par rapport à 2021).

Le nombre de fiches de prévention du risque psychosocial en augmentation sur 3 ans (31,58%) mais légère baisse en 2022 par rapport à 2021.

Ces fiches concernent en majorité des menaces verbales, concentrées dans les SIP (48%), 50 % à l'accueil et 50 % à l'accueil téléphonique, par courrier ou courriel.

Augmentation du nombre de télétravailleurs (85,77 % ; diminution du nombre de jours de congés annuels /ARTT mis sur le CET.

1157 heures écartées mais diminution du nombre des écartements sur 3 ans. A ce propos, la CGT a demandé que les agents dont les heures ont été écartées pendant la campagne IR/GMBI, aient la possibilité de les récupérer. La Direction a répondu positivement à la demande.

<p>4- Point d'étape sur le projet de réhabilitation de la cité administrative de Melun :</p> <p>Réhabilitation, sobriété énergétique, modernisation et optimisation des espaces de travail : le projet de rénovation thermique de la Cité administrative de Melun sera bientôt finalisé.</p> <p>Des agents volontaires appelés « des ambassadeurs de la cité » ont participé mi-juin à des groupes de travail pour réfléchir sur l'aménagement futur pour les agents et le public.</p> <p>La DDFIP serait favorable à étudier la situation de l'accueil au sein de la cité administrative, et d'autres services situés à Melun (trésorerie amendes notamment).</p>	<p>5- Questions diverses :</p> <p>La CGT fip 77 a questionné la Direction sur l'absence de titularisation de contractuels dans le 77 contrairement à d'autres départements (par exemple dans le Finistère, où 4 contractuels ont bénéficié d'une titularisation).</p> <p>Réponse peu claire de la Direction : « nous faisons tout notre possible pour titulariser nos contractuels mais pour le moment nous n'avons pas eu de réponses positives de la DG. Nous ne manquerons pas de relancer fréquemment cette possibilité de titularisation de nos emplois précaires. »</p> <p>Bref, aucune titularisation pour les contractuels du 77 !!</p>
---	--

<p>Déclaration liminaire</p>  <div data-bbox="359 593 726 705" style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"> <p>COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL</p> <p>30 juin 2023</p> </div> <p>Madame la Présidente,</p> <p>Le terreau est fertile à faire germer la colère !</p> <p>Une colère, toujours présente face à ce déni de démocratie de nos gouvernants et ce passage en force d'une réforme des retraites rejetée massivement.</p> <p>Colère devant cette aumône offerte aux fonctionnaires ! Alors que l'inflation atteignait 5,1 % en mai selon l'INSEE, l'augmentation de la valeur du point d'indice de 1,5 points prévue au 1 juillet 2023, est une véritable indécence !</p> <p>Selon l'INSEE, l'indice des prix a augmenté de 49 % depuis l'année 2000 alors que le point d'indice de la Fonction Publique n'a été revalorisé que de 16 %.</p> <p>C'est bien loin d'être suffisant même avec l'octroi d'une prime dégressive annuelle de 800 à 300€ qui ne sera cependant versée qu'à une partie des agents.</p> <p>Il est évident que l'urgence est ailleurs. Elle n'est pas pour augmenter les salaires. La préoccupation du gouvernement Macron-Borne est d'alimenter les dépenses militaires avec la loi de programmation militaire de 413 milliards pendant 7 ans. De plus, la lettre de cadrage adressée à tous les ministères par ce même gouvernement, afin de baisser leur budget de 5 % pour le projet de loi de finances (PLF) 2024, signifiera de nouvelles coupes sombres !</p> <p>La CGT finances publiques 77 revendique une augmentation de 10 % tout de suite et un plan de rattrapage des pertes cumulées.</p> <p>Pour preuve qu'il y a urgence car la rémunération est l'une des principales priorités à la DGFIIP selon l'observatoire Interne .</p> <p>Le 16 mai dernier, on a pu lire sur Ulysse le constat alarmant mais si réaliste de cet observatoire : « il en ressort un moral partagé entre inquiétude et fatigue pour 40% d'entre vous, avec notamment une motivation et une satisfaction de travailler pour le ministère en nette diminution. De même, la nécessité d'une plus grande valorisation de votre travail et le besoin d'un renforcement du sens donné à votre travail ressortent plus clairement encore en 2023. »</p> <p>Les organisations syndicales l'ont pourtant dit : le NRP, les agents n'en voulaient pas ! Mais il est passé en force, lui aussi ! Fusions, restructurations, rélocalisation, c'est trop ! Les suppressions d'emplois dont on ne cesse de demander l'arrêt, se poursuivent !</p> <p>Le rouleau compresseur continue ! Il y a de quoi à être démotivé et insatisfait quand les conditions de travail se dégradent !</p>	<p>Et la cerise sur le gâteau : la déclaration d'occupation des locaux ... Fiasco, désastre, catastrophe on peut le nommer comme on veut le résultat est une véritable souffrance des collègues .</p> <p>Depuis des semaines, entre la campagne IR et la déclaration d'occupation des locaux pour les redevables propriétaire (GMBI) nos accueils ne désespèrent pas. Pire les centres ont été littéralement pris d'assaut ! Un cap a été franchi lorsque les courriers de relance ont été adressés le 9/06, ce qui a engendré une affluence d'usagers agacés, désorientés voire terrifiés par la menace de l'amende de 150€ s'ils ne font pas leur déclaration. « on n'en a marre de votre internet » avons-nous pu entendre ! Et oui, la dématérialisation, elle n'est pas acquise pour tous !</p> <p>Entre l'explosion des e-contacts, des appels téléphoniques, le stress augmente, le burn-out n'est plus très loin !</p> <p>Un report jusqu'au 31 juillet n'est qu'un cautère sur une jambe de bois. Suivra la sortie des avis IR dès le mois suivant, dès septembre ce sera la campagne taxe foncière ... Les agents sont déjà épuisés par un début d'année sur les chapeaux de roue avec la gestion de la prime carburant, une campagne IR difficile ... Pas de répit pour les braves !!</p> <p>Ce n'est pas le message de M Fournel qui apporte un quelconque réconfort. Il a par ailleurs oublié de préciser qu'il renonçait à toutes les suppressions d'emplois pour l'année 2023 !</p> <p>En Seine et Marne, la situation est identique Et pendant que les agents vivent une situation insupportable, Mme la Directrice, vous allez promouvoir la dernière trouvaille de M ATTAL, le dispositif « EN AVOIR POUR MES IMPÔTS ».</p> <p>il y a de quoi être en colère, non ? !</p> <p>Nous vous rappelons que l'employeur est responsable de la souffrance au travail de ses employés . Et vos agents sont au bord du gouffre !</p> <p>La CGT finances publiques 77 exige l'annulation des 39 suppressions d'emplois pour le 77 pour 2023 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des vigiles sur tous les sites ; - la récupération des heures écrites depuis le début de la campagne IR ; - l'octroi d'une journée campagne IR ; - aucune pression pour tous les agents impactés par GMBI. <p>Et plus largement, la CGT fip 77 revendique l'arrêt total des suppressions d'emplois avec un recrutement massif d'agents titulaires pour compenser les 10 années de prélèvements d'emplois, l'ABANDON du NRP et le retour à un véritable réseau de proximité et de pleine compétence avec la réimplantation du SIP de Nemours, Fontainebleau, Roissy en Brie, Coulommiers et Chelles, des SIE et des trésoreries de proximité de Seine et Marne.</p>
---	---

[Retrouvez toutes les informations de notre section sur notre site internet](#)